

En finir avec les frontières qui tuent Stop à la sale guerre aux migrants

LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION POUR TOUS !

BULLETIN NPA POISSY

17 SEPTEMBRE 2015

Partout aux frontières, murs, barbelés, navires de guerre, avions : les chefs d'Etat européens ont déclaré la guerre aux migrants. Mais depuis la découverte de 71 cadavres dans un camion en Autriche, la photo du petit Aylan, mort sur une plage en Turquie et après 3 000 morts en Méditerranée depuis janvier, ils adoptent un discours «humaniste», cynique et démagogique.

Ils opposent maintenant les «vrais» réfugiés de guerre aux «faux» réfugiés économiques. Mais qu'ils fuient l'Afrique, la Syrie, l'Irak ou l'Afghanistan, tous ces migrants sont avant tout les victimes d'une situation dont les grandes puissances sont largement responsables.

Le bal des hypocrites

Dans sa conférence de presse, Hollande a fait semblant de s'émouvoir du sort des migrants, alors qu'il porte une lourde responsabilité dans leur dramatique situation. Car ce sont les capitalistes comme Areva ou Total qui pillent depuis des décennies les matières premières de ces pays.

Ce sont les Dassault qui vendent des armes aux pires dictateurs. C'est un requin comme Bolloré qui a la mainmise sur toute une partie de l'économie africaine.

Et l'armée française intervient militairement lorsque la situation paraît menaçante pour les intérêts capitalistes.

A force de mener des guerres, de tuer des populations civiles, de détruire l'économie de ces pays, nos gouvernements sèment le chaos. Et l'annonce par Hollande de vols de reconnaissance au dessus de la Syrie, avant des frappes aériennes contre Daech ne pourra qu'aggraver la situation.

La France et l'Europe peuvent accueillir des migrants !

La Turquie, la Jordanie et le Liban accueillent plus de 3 millions de réfugiés, et l'Europe ne pourrait pas ? On avance le chiffre de un million de réfugiés pour 510 millions d'Européens. Cela veut dire une personne pour 500 habitants, et on ne pourrait pas ?

Pourtant, en 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, la France seule a accueilli sans problème un million de rapatriés. En 1979, c'est à 120 000 « boat people » vietnamiens et cambodgiens qu'elle avait ouvert les bras.

Chaque fois, parce qu'elle avait estimé qu'ils étaient

en danger de mort, comme aujourd'hui. Et alors ? Aucune catastrophe à la clé. Aujourd'hui, la France ne serait prête à accueillir que 24 000 personnes sur deux ans, alors que l'Allemagne, qui se disait prête à en accueillir 800 000 en un an, vient de refermer ses frontières. Chacun se renvoie la balle avec des «quotas».

La faute au gouvernement et aux capitalistes, pas aux migrants

Il ne faut pas les laisser nous diviser. Car ces migrants ne menacent ni nos emplois, ni nos conditions de vie. Ce n'est pas à cause d'eux qu'il y a des licenciements, des fermetures d'usines, le gel des salaires, la remise en cause du Code du travail, mais à cause de l'avidité des grands patrons qui en veulent toujours plus, et du gouvernement à leur service qui leur sert la soupe.

Et qu'on arrête de nous rabâcher que la France n'a pas les moyens «d'accueillir toute la misère du monde», qu'elle doit donner la préférence à «nos» chômeurs, à «nos» mal logés et à «nos» pauvres. Pour régler cela, il suffirait de s'en prendre aux profits capitalistes : 40 milliards amassés par les entreprises du CAC 40 au cours des 6 derniers mois. Ou de reprendre les 40 milliards que le gouvernement a

décidé d'offrir aux entreprises plutôt qu'aux classes populaires, dans le cadre de son «pacte de responsabilité».

Une mobilisation qui commence et doit s'amplifier

Rien ne peut arrêter des hommes et des femmes fuyant la misère ou la mort dans leur pays. Aucun barbelé, aucun mur. Les capitaux et les capitalistes circulent et s'installent où ils veulent, pourquoi seulement eux ?

Parce que la liberté de circulation et d'installation est un droit fondamental, exigeons et imposons l'ouverture des frontières, la liberté de circuler et de s'installer et la régularisation de tous les sans-papiers !

L'EUROPE S'OUVRE AUX MIGRANTS



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



SMART HAMBACH : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

Test en vraie grandeur pour les démolisseurs du Code du travail, les salariéEs de l'usine automobile SMART en Moselle ont été « consultéEs », sous la menace de suppressions d'emploi, pour travailler 39 heures, payées 37. A l'intérieur d'une seule usine, le chantage à l'emploi peut faire des ravages.

Au final, il n'a été accepté que par 39% des ouvriers sur 367 mais par 74 % des 385 cadres. Evidemment les médias n'ont reconnu que le total de 56,1 % sur l'ensemble des 800 salariéEs de l'entreprise. Mystère de la démocrate patronale où les cadres au forfait-jour décident du sort des ouvriers, de celles et ceux qui subissent les conditions de travail les plus dures pour des salaires de misère.

CGT et CFDT affirment vouloir s'y opposer, mais rien de tel que la mobilisation pour en bloquer l'application. Les sacrifices d'aujourd'hui n'ont jamais garanti les emplois de demain. Ce qui reste à l'ordre du jour c'est la réduction du temps de travail pour donner du travail à toutes et tous et améliorer les conditions de travail.

NON A LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL !

Depuis des années les patrons veulent « alléger » le Code du Travail, c'est à dire pouvoir tout décider sans contraintes. Hollande et Valls ont décidé d'aller dans leur sens, et vite !

Le Code du Travail stipule déjà que tout salarié est subordonné au patron et qu'il doit obéir aux ordres. Mais toute limite à leur pouvoir est insupportable aux patrons.

Des contrats individuels et des accords locaux primeraient sur la loi, rendant possible la révision à la baisse du contrat de travail signé à l'embauche. Les patrons agiteront le chantage à l'emploi au niveau de chaque entreprise, là où les travailleurs sont les moins forts pour s'y opposer.

Le battage médiatique est immense, à la mesure de l'enjeu de cette remise en cause. Une riposte massive doit se construire dès maintenant. Une telle contre-réforme ne se négocie pas : elle se combat !

PSA DEVIENT AGENT IMMOBILIER POUR BRADER UNE USINE !

Il n'y a pas de petits profits. PSA vient de conclure un accord avec la région Bretagne, et la ville de Rennes pour leur vendre 52 hectares du site de La Janais. Cela en représente plus de 20% des 240 ha du site.

Le montant de la transaction est estimée entre 10 et 20 millions d'euros. En plus de l'argent frais qui entrera dans les caisses de PSA, cette vente va améliorer la rentabilité de ce qui reste de site industriel

Aujourd'hui, il ne reste que 3 800 postes dans l'usine. D'après le PS qui dirige les entités locales acheteuses des terrains, ce serait un échange : terrain contre promesse d'emplois préservés. En fait les déclarations de PSA sont beaucoup plus floues. L'important pour PSA est d'entériner le déclin du site de La Janais et de se débarrasser du maximum de charges liées à des terrains industriels qu'il a décidé de laisser en friche. Ce ne sont pas des arrangements financiers qui sauveront nos emplois Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.poissy@gmail.com ou 06 80 73 86 77

STOP A L'EXTERNALISATION DE NOS EMPLOIS

Tavares accélère sa politique de découpage des usines en morceaux pour les vendre à la sous-traitance et augmenter encore les profits des actionnaires. Un(e) salarié(e) vendu(e) à la sous-traitance sera payé(e) moins cher. Son nouveau patron voudra lui imposer la perte des droits qu'il ou elle avait à PSA.

Pour l'expédition des véhicules neufs (EVN), la direction de PSA a signé une convention de mise à disposition pour 450 de ses salarié(e)s à l'entreprise GEFCO qui nécessite la signature d'un avenant au contrat de travail.

Ces dernières semaines, la direction de CPL (logistique) à laquelle appartient le service EVN, est venu faire pression sur les salariés pour que ces derniers acceptent de signer l'avenant au contrat de travail. Ce contre quoi les travailleurs n'ont pas manqué de débrayer tant à Poissy qu'à Sochaux.

Après le service gardiennage vendu à Sécuritas, après EVN vendu à Gefco, qui sera le prochain sur la liste ?

Seule la mobilisation peut empêcher ces mauvais coups.

METZ-TRÉMERY, LA DIRECTION S'ACHARNE

PSA s'acharne contre Isabelle Kryvenac, médecin du travail sur les usines de Metz et Trémery, comptant 4 000 travailleurs/euses. Embauchée le 5 janvier dernier, dès le 16 juin elle a reçu la visite du DRH en pleine consultation, qui a exigé qu'elle signe une lettre de démission sur-le-champ. Face à son refus, il a réessayé le lendemain. La médecin a alors écrit à la direction du groupe le 20 juin en expliquant que « *le droit du travail est ouvertement bafoué sur les thèmes sensibles ayant trait à la santé et à la sécurité des salariés* ».

Ce que la direction ne supporte pas, c'est qu'un médecin du travail veuille faire son travail, en toute indépendance, en refusant de recevoir des ordres du DRH sur le plan médical.

Heureusement l'inspection du travail a refusé le licenciement du docteur Kryvenac. Mais la direction de PSA s'acharne en faisant appel de cette décision auprès du ministère du travail, c'est scandaleux !

Signez la pétition de soutien pour forcer la direction à arrêter la procédure de licenciement <http://urlz.fr/2bFf>

ET SI SEULEMENT L'ARGENT MANQUAIT !

Le bilan des grandes entreprises du CAC 40 est clair : pour le premier semestre, une hausse de 29,7 %, soit près de 39 milliards en 6 mois. Ces résultats sont les conséquences de l'aggravation de l'exploitation des salariés et de la dégradation de leurs conditions de travail et de salaire. Exploitation accrue d'un côté, poches plus remplies de l'autre. Et ils voudraient nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent pour les solidarités. C'est ce système de vases communicants qu'il faut renverser !

LES MINISTERES S'ASSOIENT SUR LA LOI

Faire travailler des salariés sans fiches de payes et sans protection sociale c'est interdit. Mais cela n'empêche pas plusieurs ministères d'employer près de 50 000 « collaborateurs occasionnels » dont 40 000 pour le seul ministère de la Justice ! Des dizaines de millions économisés, mais qui manquent cruellement aux caisses sociales ! Pratiquer le travail illégal au ministère de la justice, voici un paradoxe qui en dit long.